

Bulletin Confédéral des Femmes

Mensuel - OCTOBRE 1950

213, rue Lafayette - PARIS-X^e

N° 20

POUR SAUVER LA VIE ET LE BONHEUR

Le 30 septembre, dans toute la France, les femmes, les travailleuses ont renouvelé l'engagement de tout mettre en œuvre pour empêcher la misère et la guerre.

Nous savons, par expérience, que lorsque les femmes décident consciemment d'atteindre un objectif, rien ne les arrête surtout lorsqu'il s'agit de lutter pour la vie et le bonheur de leurs enfants.

Les femmes de notre pays savent qu'actuellement en Corée d'autres femmes, d'autres mères, souffrent, pleurent des larmes de sang, devant le corps déchiqueté de leur petit et luttent héroïquement contre l'agresseur américain, tout comme les femmes françaises, avec l'ensemble du peuple, luttèrent contre l'envahisseur nazi.

L'aggravation du danger de guerre s'accroît. Les agresseurs américains voudraient étendre leurs crimes en faisant de la guerre de Corée un conflit mondial, chose qui serait déjà faite s'il n'y avait en face de ces cannibales des centaines de millions d'hommes et de femmes unis dans le front de la Paix, s'il n'y avait l'attitude ferme et courageuse de l'Union Soviétique, notre alliée, qui, déjouant toutes les manœuvres et provocations guerrières, développe une politique de paix, dont tous les travailleurs français lui sont reconnaissants.

En France, la préparation à la guerre se traduit par la misère, le chômage, les bas salaires, les 18 mois, la répression et la dernière « trouvaille » du Gouvernement Moch et compagnie, qui, tremblant de peur devant le peuple mécontent, décident de reconstituer illégalement une milice fasciste de guerre civile, semblable à celle que l'hitlérien Darnand mit sur pied pendant les jours sombres de l'occupation. Tous les coups du Gouvernement sont réservés aux vaillants défenseurs de la Paix contre lesquels il lance son formidable appareil de répression, tandis que les traîtres, les collabos, ont droit à toute sa mansuétude et voient s'ouvrir les portes de leurs prisons.

Mesures qui ne peuvent qu'encourager les odieux attentats comme celui perpétré contre le siège de l'Union des Syndicats de la Région Parisienne et dernièrement, contre le vaillant défenseur de la Paix et de tous les travailleurs, M. Jacques Duclos, mesures que réprouvent et combattent tous les braves gens de chez nous qui ne sont décidés à accepter ni la misère, ni les 18 mois, ni la guerre.

Vous entendez, Messieurs du Gouvernement !

Comme l'ont démontré si fièrement les milliers de travailleuses parisiennes, le 30 septembre, dans une puissante manifestation à la salle Japy, où les femmes de différentes conceptions politiques, philosophiques ou religieuses, puissamment unies, ont affirmé leur volonté de lutter, cette journée est un avertissement aux fauteurs de guerre.

Elle a jeté les bases d'un vaste courant d'unité d'action dans les entreprises, contre la misère et contre la guerre, par la création de Comités populaires féminins qu'il est possible d'étendre partout où les travailleuses ne sont pas encore toutes rassemblées.

C'est à chaque militante d'aider à la constitution de ces Comités et d'expliquer aux travailleuses que la guerre que l'on prépare n'est pas fatale, qu'il est possible de l'éviter.

La tâche essentielle, c'est d'œuvrer à l'union de tous ceux qui désirent la Paix, sans autres conditions, et il n'est pas une travailleuse ni un travailleur qui soit contre.

Créons autour du Congrès Mondial de la Paix qui va se tenir en Grande-Bretagne, du 13 au 19 novembre, un grand courant d'enthousiasme.

Ce Congrès doit être le reflet des travailleuses de France. De leur misère, de leur angoisse, mais aussi de leur volonté invincible de lutter de toutes leurs forces pour la vie et le bonheur.

Marion LIANDRAT
Secrétaire de la Fédération
du Papier-Carton.

SOMMAIRE

Pour sauver la vie et le bonheur	1
Pour former de larges comités contre la misère et la guerre	2 et 3
Le Deuxième Congrès Mondial de la Paix	2
Resserrons les liens d'une amitié durable C.G.T. - F.D.G.B.	4
La solidarité est une arme dont il faut se servir	9
Les crimes américains en Corée	10
Les ouvrières agricoles et leur 12 ^e Congrès	11
Tribune de discussion	12

Pour former de larges Comités

Trouver la revendication qui fera l'Unité

Dans son rapport au C.C.N. des 11 et 12 octobre, notre Secrétaire général Benoît Frachon, a souligné tout l'effort que nous avons à faire pour unir toujours plus les travailleurs, les travailleuses.

Qu'avons-nous fait, nous militantes, pour grouper cette masse importante de travailleuses qui, bien souvent, sont inorganisées ?

Pourtant, les travailleuses font confiance à la C.G.T., nous en

avons la preuve chaque jour, soit aux élections des délégués, soit dans les assemblées.

La préparation du 30 septembre nous a démontré les immenses possibilités que nous avons pour mobiliser les femmes.

La guerre, les 18 mois, les impôts, la hausse générale du coût de la vie, les salaires avec lesquels les travailleuses ne peuvent plus faire vivre décemment leur famille, tout cela fait qu'il y a un mécontentement réel parmi les femmes.

A nous, militantes, **d'orienter ce mécontentement vers l'action, vers la lutte revendicative.**

La journée du 30 septembre a été pour nous, militantes, une leçon : bien sûr, nous avons su faire de l'agitation, nous avons fait de nombreuses assemblées où les femmes ont exprimé leur volonté de lutter contre la misère et la guerre.

Mais qu'est-il resté de cette journée ? Rien.

Nous n'avons donc pas su profiter de toutes ces assemblées de travailleuses pour **les organiser dans les Comités Populaires Féminins** et dans bien des cas nous n'en avons pas profité pour faire élire des déléguées aux Assises de la Paix.

Pour nous militantes, il ne s'agit pas seulement de faire de l'agitation, mais nous devons avoir ce **souci constant d'organiser les travailleuses, « les unir toujours plus, les grouper ».**

Pour constituer ces Comités, il ne s'agit pas d'être formel, vouloir en faire à tout prix ! mais il faut en constituer là où l'on ne rassemble pas les travailleuses.

Dans les entreprises où il y a une section syndicale, les femmes ne sont pas toutes à la C.G.T. et souvent même, s'il existe un Co-

Soulevons un courant d'enthousiasme autour du Deuxième congrès Mondial de la Paix

La préparation du 2^e Congrès Mondial des Partisans de la Paix soulève un grand enthousiasme parmi les femmes et les mères de famille qui sont angoissées pour la vie de leurs enfants ; quatre femmes de notre pays ont collecté, à elles seules, plus de 25.000 signatures pour l'Appel de Stockholm.

Des centaines de milliers d'hommes et de femmes se sont déjà prononcés pour l'interdiction des armes atomiques « mais l'aggravation de la situation internationale mettant directement en cause la Paix impose des devoirs nouveaux et plus urgents qu'ils ne le furent jamais », a déclaré à Prague le Bureau des Partisans de la Paix, en appelant à la réalisation de larges débats publics sur des propositions qui se résument ainsi :

- Pour l'interdiction des armes atomiques et la réduction générale et contrôlée des armements.
- Contre l'agression, où qu'elle se produise, et les interventions armées de l'étranger dans les affaires intérieures des peuples, pour la cessation de telles interventions partout où elles ont lieu.
- Pour le règlement pacifique du conflit coréen par le Conseil de Sécurité en donnant aux deux parties en cause la possibilité de se faire entendre.
- Pour l'interdiction de toutes les formes de propagande favorisant la guerre en quelque pays que ce soit.

Cette campagne a connu une grande ampleur. Des assemblées populaires ont eu lieu dans les usines et bureaux, ou dans les localités, et même dans les immeubles, afin de se prononcer sur ces propositions et d'élire les délégués aux Assises Départementales qui ont élu à leur tour les délégués au 2^e Congrès Mondial.

A ce congrès, qui se tiendra à Sheffield du 13 au 19 novembre, nos délégués exprimeront avec force le souci des millions de Français et Françaises, c'est-à-dire de l'immense majorité de notre peuple qui ne veut pas connaître à nouveau les horreurs de la guerre.

Sur les cahiers qui circulent en ce moment dans les ateliers, les travailleuses, les mères de famille disent leurs peines, leurs douleurs et leur espoir de connaître plus de bonheur.

Ils seront lus au monde entier nos cahiers contenant tant de souffrance humaine.

Durant ces six jours de travaux pour la paix, les délégués du monde entier devront sentir sans cesse l'étroite liaison qui les unit à nous.

Des résolutions, des motions, des adresses d'amitié seront votées sur le lieu du travail, dans les équipes, dans les chaînes, dans les divers services, dans les bureaux et magasins ; de partout des télégrammes convergeront vers Sheffield pour apporter notre salut et nos espoirs au Congrès.

Pour la paix soyons les meilleures, prenons toutes les initiatives, soulevons l'enthousiasme autour de nous, la guerre n'est pas fatale, nous pouvons l'éviter en réalisant l'union de toutes les travailleuses.

contre la misère et la guerre

des Travailleuses

mité de la Paix, elles ne sont pas toutes au Comité de la Paix... Mais les femmes étant d'accord **pour lutter contre la misère et la guerre, alors, groupons-les dans ces Comités.**

Beaucoup de camarades nous posent cette question : Mais comment faire pour constituer ces Comités?...

C'est à nous, militantes, de trouver la revendication, qui **mobilisera** les travailleuses qui **créera l'unité des travailleuses.**

« Le meilleur programme pour s'unir c'est celui avec lequel tout le monde est d'accord. »

Dans une entreprise, ce sera la lutte contre les impôts, contre la vie chère.

Dans une autre, ce sera une revendication particulière d'atelier ou autre, etc...

Appelons les travailleuses à s'unir toujours plus, à se prononcer sur l'Appel de Prague...

Les femmes comprennent bien que toute leur misère vient de cette politique de guerre que mène notre gouvernement, des préparatifs de guerre contre l'U.R.S.S. et de celles que l'on fait déjà en Indochine et en Corée.

Allons vite, ne perdons pas de temps, appliquons la ligne du Bureau Confédéral « **Unir toujours plus les travailleuses** » et dans notre prochain bulletin nous mettrons la liste des Comités constitués.

Dans ce numéro, vous trouverez en dernière page l'article de Madeleine Colin, du Bureau Fédéral des P.T.T., sur la constitution d'un Comité Féminin contre la misère et la guerre. Nous sommes sûres que cet exemple sera utile à toutes nos militantes.

Pour les salaires et Conventions Collectives

Tendons-nous fraternellement la main

Les mécaniciennes des entreprises BOUSSAC qui ne se connaissent pas, distancées, dans bien des cas, de centaines de kilomètres d'une maison à une autre, ont unanimement coulé le rendement pour protester contre le nivellement de toutes les catégories au minimum garanti. Quoi de plus naturel, les patrons entendent résister à tout relèvement des salaires et veulent supprimer la hiérarchie qui évalue la capacité de chaque catégorie dans toutes les professions.

Les 78 francs et les 64 francs du minimum garanti sont pour tout le monde, que l'on soit manœuvre ou qualifié. Une fois de plus, le gouvernement vient de faire la preuve qu'il porte, en toute circonstance, son soutien le plus complet aux patrons, et cela, contre la classe ouvrière.

Comment s'étonner que dans les accords provisoires de salaires, les patrons cherchent à saccager les classifications en vigueur en établissant des catégories nouvelles désignées par des chiffres ou des lettres alphabétiques, catégories qui ne se différencient que de quelques francs avec le salaire le plus bas.

Rien de surprenant non plus à ce que le mot d'ordre gouvernemental « Travailler toujours davantage et consommer beaucoup moins » ne se répande comme une épidémie chez les patrons. Ceux-ci prétendent récupérer les augmentations de salaires qu'ils ont été contraints d'accorder sous la pression des travailleurs en imposant des cadences de travail au dessus des forces physiques des femmes et jeunes filles.

C'est en rapport avec le prix du beurre, des loyers et des impôts que nous voulons ajuster nos salaires. Les 100 francs minimum de l'heure que nous réclamons pour la catégorie la plus basse dans les Conventions Collectives, n'ont même pas la valeur des cent sous d'avant-guerre.

Nous devons nous opposer à toute augmentation du rendement, sous quelque forme que ce soit, qui s'accompagne d'une réduction des tarifs, qui aggrave le chômage en même temps qu'elle porte un préjudice énorme à la santé des ouvrières.

L'exemple de ces mécaniciennes des maisons BOUSSAC qui ont ralenti les machines toutes ensemble, sans chercher auparavant, si l'une est au syndicat C.G.T. ou C.F.T.C., si l'autre va à la messe ou n'y va pas, l'exemple des arrêts de travail pour s'opposer à la diminution des temps d'exécution, montrent combien nous sommes forts quand nous nous donnons franchement et cordialement la main dans les entreprises.

CONSTITUEZ VOS COMITES D'ACTION. AGISSEZ TOUTES ENSEMBLE !

Dans chaque entreprise, constituez un Comité d'Action, désignez des ouvrières représentant toutes les catégories, formez des délégations qui réclameront, au nom de tout le personnel, une augmentation des salaires. Un succès, même partiel, réalisé dans l'unité est toujours un pas de plus, fait pour pousser le patronat vers la discussion et la conclusion de nos Conventions Collectives. Ces délégations rendront toujours compte des discussions qu'elles ont eues avec les patrons devant l'ensemble du personnel. Elles poursuivront, dans l'Entreprise, en l'organisant, l'action permanente et continue de tous les ouvriers au sein du Comité d'Action.

Il n'est pas une ouvrière adhérente à la C.F.T.C. ou à F.O., pas une ouvrière inorganisée qui, pour vaincre la misère, n'acceptera de lutter avec nous pour exiger :

- Les 17.500 francs par mois, soit 100 francs de l'heure comme minimum de salaire pour l'ouvrière la moins payée, avec répercussion sur les catégories.
- La suppression des abattements de zones et d'âge.
- Les salaires et les avantages égaux pour les ouvrières en atelier et à domicile.
- La fixation des salaires des apprentis.
- L'échelle mobile.

RENFORCEZ L'ACTION SYNDICALE PAR DES CENTAINES D'ADHESIONS NOUVELLES.

PORTEZ-VOUS A LA TETE DU GRAND MOUVEMENT D'UNITE POUR DEFENDRE :

- L'égalité des salaires des jeunes,
- La défense des ouvrières à domicile,
- La lutte contre les cadences de surmenage.

POUR :

- S'opposer aux licenciements des ouvriers et ouvrières des petites catégories,
- Déjouer les manœuvres patronales qui violent la loi des Conventions Collectives en portant atteinte au droit de grève.

**SEULE L'ACTION DANS L'UNION FAIT RECULER LES PATRONS.
SEULE L'UNION POUR L'ACTION EST SUSCEPTIBLE DE FAIRE ABOUTIR NOS JUSTES REVENDICATIONS.**

Dans l'esprit de la déclaration commune C.G.T.-F.D.G.B. resserrons les liens d'une amitié durable

Les représentants de la C.G.T. française et de la Fédération des Syndicats Libres Allemands (F.D.G.B.) se sont réunis à Berlin les 14 et 15 juin 1950.

Ils ont lancé un appel aux travailleurs de ces deux pays.

Depuis se sont également rencontrés les représentants des deux pays de plusieurs branches d'industrie.

Eux aussi ont lancé des appels aux travailleurs de leur industrie ou profession.

Pourquoi ces rencontres ?

Pourquoi ces appels ?

Quelques années après la victoire, le monde connaît à nouveau la guerre et les menaces d'un nouveau et terrible conflit général apparaissent chaque jour plus clairement à un nombre croissant de gens.

En même temps que grandissent le danger et la conscience de ce danger, les forces de paix deviennent plus nombreuses, plus lucides, plus fortes.

Ces forces de paix, elles existent partout, dans tous les pays et, c'est dans les masses qu'elles naissent, s'épanouissent et agissent.

Elles existent en France.

Elles existent en Allemagne.

Les peuples de ces pays ont été déchirés par les guerres dans lesquelles les entraînaient les impérialistes.

Et, voici qu'à nouveau les mêmes les menacent de les plonger dans de nouveaux deuils, dans de nouvelles horreurs.

Mais maintenant, ils savent à quoi s'en tenir.

D'anciens ennemis, ils doivent devenir des alliés contre leur ennemi commun, l'impérialisme.

Aussi, au cours des contacts qui ont été pris, des programmes d'action commune ont été élaborés.

Les appels lancés doivent rencontrer un retentissement profond parmi les travailleurs des deux pays, soucieux de défendre leurs intérêts vitaux et la paix.

Mais, direz-vous, de quelle Allemagne s'agit-il ? de la « bonne » ou de la « mauvaise » ?

Il n'y a pas de bonne ou de mauvaise Allemagne.

La « mauvaise Allemagne » ? Non. Etions-nous mauvaise France, quand Pétain, Laval, Doriot, Déat et les autres, étalaient leur pourriture, se vautreient dans la collaboration avec l'occupant et martyrisaient le peuple de France ?

Le gouvernement de Bonn et l'occupant américain essaient de faire de l'Allemagne occidentale une « mauvaise » Allemagne. Mais là-aussi, les masses aspirent à la démocratie et à la paix. Tout doit être fait pour les aider à dégager des perspectives justes, à se développer, à se renforcer.

N'est-il pas significatif qu'à Riza, en zone occidentale, une réunion interdite pour la paix ait groupé 3.000 travailleurs sur les 4.000 employés dans l'usine ? Et cet exemple n'est pas un cas isolé.

La « bonne Allemagne » ? Non. Mais la République Démocratique Allemande où le gouvernement suit une politique conforme aux intérêts du peuple allemand, où grâce à l'aide de l'Union Soviétique, les racines du fascisme ont été extirpées, où tout le monde travaille pour soi, pour sa famille, la République Démocratique allemande, qui est une très importante force de paix.

C'est ainsi qu'une décision de la Commission Féminine Confédérale revêt une grande importance : une campagne des « activistes » dans la R.D.A. a été organisée, campagne au cours de laquelle les travailleurs les plus ardents seront récompensés.

La Commission a proposé au Bureau Confédéral d'accorder au nom des travailleuses françaises une récompense à la travailleuse qui se sera montrée la meilleure.

Pourquoi cela ?

Parce que la reconstruction de l'Allemagne démocratique, son relèvement est un facteur important de paix. Travailler à son renforcement, c'est lutter pour la paix et les travailleurs allemands qui y mettent toute leur énergie, tout leur cœur agissent en Combattants de la Paix.

Ainsi notre tâche est claire : liaison et solidarité étroite avec la République Démocratique allemande, qu'il faut connaître et faire connaître.

— Liaison, correspondance avec les travailleurs de l'Allemagne occidentale à qui il faut faire confiance, et qu'il faut aider.

Toute action en faveur de la paix chez nous trouve là-bas un profond retentissement.

Le Congrès de la F.D.G.B., n'était-il pas placé sous la présidence d'honneur de Raymonde Dien, Joliot-Curie et Madame Cotton ?

N'est-ce pas là un bel exemple d'internationalisme prolétarien ?

Les travailleurs et travailleuses de France doivent chasser de leur cœur toute trace de racisme, de chauvinisme.

Il est sûr que les souffrances endurées pendant l'occupation sont encore très vives dans nos esprits et dans nos cœurs. Mais, il nous faut ouvrir les yeux et comprendre que des changements profonds sont intervenus en Allemagne de l'Est et qu'ils se produisent plus lentement, certes, mais qu'ils se produisent également en Allemagne occidentale que nous devons aider.

Il n'est pas de pardon pour les fauteurs de guerre, pour les criminels de guerre.

Mais l'union et l'action de tous les travailleurs doivent faire un barrage à leurs criminels projets.

Si la classe ouvrière allemande et la classe ouvrière française sont d'accord pour qu'il n'y ait pas de guerre entre leurs pays, ni contre les démocraties populaires et l'U.R.S.S. et, si elles agissent en conséquence, la guerre sera impossible.

Les femmes allemandes disent LEUR VOLONTÉ DE PAIX

Voici quelques passages d'une lettre de l'Union Démocratique des Femmes Allemandes au Président Truman :

« Nous, les femmes allemandes, nous savons très bien pourquoi vous avez libéré les criminels nazis. Nous savons pourquoi les généraux nazis travaillent dans vos services. C'est en vous alliant avec les nazis que vous comptez déclencher la guerre contre l'U.R.S.S. et tous les hommes épris de paix... »

« Par la bouche de vos représentants officiels, vous déclarez que vous entendez mettre à la disposition de ces criminels de guerre, des crédits illimités pour le développement de l'industrie de guerre. »

« Mais, Monsieur le Président, vous avez fait un mauvais calcul. L'Allemagne de 1950 n'est plus l'Allemagne d'antan. Le peuple allemand en a assez de la guerre. Ni vous, ni les criminels nazis ne réussirez à entraîner le peuple allemand dans une nouvelle guerre. Nous, les femmes et mères allemandes, nous ne tolérerons pas que nos fils fassent la guerre pour les intérêts américains. Nous ne tolérerons pas que nos villes et villages soient détruits par vos bombes atomiques, ni que l'Allemagne connaisse, une fois de plus, l'enfer de la guerre... Nous demandons que vos troupes quittent notre pays afin que nous puissions poursuivre notre œuvre de construction dans toute l'Allemagne et créer, pour nos enfants et nous-mêmes, une vie heureuse dans une Allemagne unifiée, pacifique et démocratique. Dans notre juste lutte, nous avons, avec nous, tous les hommes et femmes du monde épris de paix, et notamment, la puissante Union Soviétique... »

« Soyez assuré que nous, femmes allemandes, lutterons avec le peuple allemand tout entier jusqu'à ce que nous ayons gain de cause et que la paix soit assurée dans le monde entier. »

LE PROGRAMME

*de toutes les Travailleuses
de toutes les Mères*

**CONTRE LA MISÈRE
ET LA GUERRE**

La vie est âpre, les soucis sont multiples pour les femmes et les mères de famille dont les foyers subissent les privations, les bas salaires, le chômage, la vie chère et les impôts toujours plus lourds, conséquence de la préparation à la guerre.

Pour en finir avec cette misère

La C. G. T. a défini un programme de paix, de renaissance économique et sociale qui doit devenir le programme de tout le Peuple de France.

Mais il nous appartient à nous, femmes et mères de famille, de le faire connaître à toutes les travailleuses, afin que nul n'ignore les propositions qui assureront du travail pour tous des salaires décents et une vie meilleure dans la paix.

Dans ce programme, la C. G. T. prévoit des aménagements qui allègeront les travaux que les femmes doivent exécuter pour assurer la vie de leur famille.

Travailleuses, ce programme est le nôtre. Il nous appartient de le défendre, d'agir pour en faire une réalité.

Faisons une réalité



POUR UNE VII

Pour assurer à chacun un salaire lui permettant de vivre et du travail pour tous, il faut :

Construire 150.000 logements par an.

1. — Doubler le rythme actuel de la reconstruction immobilière des dommages de guerre.

2. — Entreprendre, en outre, la réalisation par les Offices Publics d'Habitation à bon marché d'un programme annuel de 150.000 logements sains et confortables à prix et loyers réduits.

Que chaque maison ait l'eau, le gaz et l'électricité.

Aider massivement les collectivités locales (départements et communes) à réaliser leurs programmes de voirie et de drainage, d'adduction d'eau et d'irrigation, d'assainissement, d'électrification, de production et de distribution de gaz.

Fournir les 80.000 lits qui manquent dans les hôpitaux, 50.000 nouvelles classes pour nos enfants.

Aider les collectivités locales à réaliser leurs programmes de construction d'écoles et d'équipement sanitaire et sportif.

Satisfaire nos besoins en linge et articles ménagers.

Réaliser ou même élargir les objectifs initialement prévus pour les industries du matériel agricole, du matériel électrique, du matériel textile, du petit outillage et des ustensiles ménagers.

Chausser décemment nos enfants.

Donner à l'industrie du cuir un outillage moderne, lui permettant de satisfaire le marché intérieur et d'exporter.

Empêcher qu'ils apprennent à devenir des gangsters.

Développer l'industrie du film et libérer le cinéma français des entraves américaines qui l'étouffent actuellement et déforment l'esprit de nos enfants.

Et qu'ils aient le droit de s'instruire et d'apprendre le métier de leur choix.

S'opposer à la politique de sabotage de l'école laïque :

— par la construction massive d'écoles,

— par la réforme démocratique de l'enseignement selon le projet LANGEVIN-WALLON, notamment en ce qui concerne le développement de la formation professionnelle et l'octroi de pré-salaire aux étudiants.

Contre la tuberculose et le cancer qui, chaque seconde, tuent.

Développer systématiquement la recherche scientifique et technique dans tous les domaines, y compris celui de l'énergie atomique, en vue des seules applications pacifiques et de la lutte contre les fléaux sociaux : cancer, tuberculose, etc...

de ce programme

LE PLUS BELLE



Pour réaliser ce programme

Garantir sur la table des travailleurs, le beefsteack et le beurre indispensable à leur santé et celle de leurs enfants.

- Satisfaction entière aux légitimes revendications de la classe ouvrière :
- Augmentation des salaires,
 - Du travail pour tous, à travail égal salaire égal.
 - Semaine de 40 heures,
 - Echelle mobile,
 - Suppression des abattements d'âge, de zones.

Que les super-bénéfices patronaux servent à l'ensemble des travailleurs.

Limitier les bénéfices distribués par les entreprises et imposer la souscription de leurs excédents aux emprunts émis pour financer des investissements d'intérêt national.

Réduction immédiate des dépenses militaires.

Supprimer les dépenses de la guerre au Viet-Nam, en évacuant le corps expéditionnaire et réduire massivement les autres dépenses militaires actuelles, y compris les dépenses de police.

Faire de nos grands fils des héros du travail et non de la mort.

Cessation de la sale guerre du Viet-Nam, avec le retrait du corps expéditionnaire.

Comme les mères allemandes, les mères françaises sont contre le réarmement des nazis.

S'opposer au réarmement de l'Allemagne de l'Ouest et à la fabrication d'armements dans ses usines métallurgiques et chimiques et exiger, au contraire, le paiement des réparations.

Les travailleuses unies lutteront contre la misère et la guerre.

Dénonciation des traités, Pacte Atlantique, qui ont aliéné l'indépendance nationale et précipité la France dans les voies de la crise et de la guerre.

Pour la santé, la beauté et le sourire de nos enfants, pour la sauvegarde de la famille :

- Amélioration de la Sécurité Sociale.
- Gratuité des soins.

EN AGISSANT

TOUTES UNIES

nous ferons appliquer ce programme

Ce programme doit devenir le bien de toutes les travailleuses.

Sur la base de ce programme de paix et de bonheur, engageons la discussion avec l'ensemble des travailleuses de l'entreprise. Quelle travailleuse ne serait d'accord avec les propositions qu'il contient.

Chacune doit le connaître, l'étudier, en parler avec ses camarades de travail.

Le programme de la C. G. T., base pour la constitution de larges COMITES CONTRE LA MISERE ET LA GUERRE.

Le programme adopté par toutes les travailleuses de l'entreprise, il faut mener l'action pour le faire devenir réalité.

Quel meilleur programme d'action pouvons-nous trouver pour former un large Comité contre la misère et la guerre ?

Menons l'action pour qu'il devienne réalité.

Ce programme ne doit pas rester seulement la chose des travailleuses ; quelle ménagère de la localité n'y est intéressée ? Quel commerçant, quel docteur, quel instituteur ?...

Il va donc devenir la plate-forme d'action d'un large rassemblement de différentes couches de la population.

Notre programme, base d'un programme local.

Allons trouver les élus, les personnalités, le maire de la localité.

Discutons avec eux comment parvenir à l'aboutissement de ce programme; examinons comment l'adapter aux problèmes locaux, comment l'associer au programme d'aménagement de la municipalité. Aucune municipalité ne pourra rester indifférente à ces propositions des travailleurs pour donner un peu plus de bien-être à la population.

Avec confiance et enthousiasme, rassemblons-nous pour en faire une réalité vivante.

Chaque femme qui souffre, qui peine, chaque mère qui voit la misère s'installer au foyer, celle qui voit s'étioler ses petits dans le logis étroit et malsain, celle dont la santé s'use en de pénibles travaux ménagers, verra, dans le programme de la C.G.T., une issue à ses soucis, à ses difficultés, à ses souffrances.

Faisons confiance à ces millions de femmes, rassemblons-les, menons l'action toutes ensemble et, en faisant aboutir ce programme de paix et de redressement économique, nous aurons sûrement gagné, pour nos foyers pour nos petits, le bien-être, le bonheur et la vie.

LA SOLIDARITE est une arme dont il faut se servir

Pour pouvoir appliquer leur sale politique de misère et de guerre, les hommes du Gouvernement ne reculent devant aucun procédé.

Puisque le peuple ne veut pas de cette sale politique, il n'ont qu'un moyen, c'est de l'imposer. Mais, pour l'imposer, cela ne va pas tout seul, alors il leur reste à briser l'opposition de la classe ouvrière.

C'est ainsi qu'ils sont amenés à développer toujours plus la répression, à poursuivre et arrêter les militants aimés de la classe ouvrière, les combattants de la Paix les plus actifs.

Les femmes ne sont pas épargnées, nous avons déjà eu l'occasion de le démontrer dans le *Bulletin Confédéral des Femmes*.

Le plan de répression gouvernemental, mis au point sous la direction de représentants du Gouvernement réactionnaire américain, malgré des ordres formels de l'appliquer, ne le sera que si les travailleurs le permettent. Et les travailleurs ne le permettront pas, ils sauront, en toutes occasions, défendre leurs militants.

L'exemple magnifique donné par l'acquiescement des 18 combattants de la Paix de Roanne, prouve que l'action populaire peut tout ; car ce sont les arrêts de travail et les milliers de protestations qui sont parvenus de tous les coins du pays, jusqu'au Président du Tribunal de Lyon, qui ont arraché ces courageux camarades de la prison où ils étaient détenus depuis cinq mois.

Il faut agir de la même façon pour obtenir la liberté en faveur de Raymonde Dien, de Solange Chalus ; pour arracher de leur prison les combattants de la Paix de Nantes, de Saint-Brieuc.

Il faut à tout prix rendre à sa famille Yvette Hervé, très sérieusement malade et dont le maintien en prison risque de mettre la vie en danger.

De nombreux petits enfants réclament la présence de leur papa ou de leur maman et souffrent moralement et matériellement de leur absence. Ils comptent sur nous, ces petits êtres sans défense.

*

Récemment, c'était le jugement des 10 de la Bocca, traduits devant le Tribunal militaire de Marseille, et dont plusieurs furent condamnés à de fortes peines de prison.

Le 16, le courageux second-maitre Henri Martin, a comparu devant le Tribunal Maritime de Toulon.

Sur ordre du Gouvernement, Henri Martin, le noble et courageux marin,

fierté de notre classe ouvrière et de tout notre peuple, a été condamné à 5 ans de prison.

Ils ont tous pris courageusement position contre la guerre, ils ont lutté.

Existe-t-il une femme qui puisse rester insensible devant cette répression féroce.

S'imaginer-t-on ce que représente la vie derrière les barreaux d'une prison, où les pensées de chaque instant sont pour savoir ce qui se passe dans la rue, dans les usines, où en sont les événements ; où les esprits sont tendus vers l'espoir que l'action populaire sera assez forte pour faire s'ouvrir les lourdes portes des prisons.

*

Oui, nous qui sommes femmes, avec notre sensibilité, notre cœur, nous pouvons émouvoir toutes nos compagnes de travail, nous pouvons les convaincre qu'il faut faire plus, toujours plus, pour faire ouvrir les portes des prisons.

Mais nous avons aussi pour devoir de ne pas oublier d'autres vaillants combattants de la paix qui souffrent matériellement, en raison de leur lutte contre la guerre.

A cet effet, nous avons déjà montré la vie difficile des dockers qui se refusent au déchargement du matériel de guerre et, de ce fait, se trouvent privés de salaire.

Leurs enfants ne doivent pas être pour cela privés du strict nécessaire, ils doivent pouvoir manger à leur faim. Et notre devoir, à nous toutes, c'est d'impulser, dans chaque syndicat, dans chaque entreprise, le parrainage d'une famille de dockers.

En montrant le rôle considérable qu'ils jouent pour la Paix, il n'est pas un travailleur, pas une travailleuse, qui se refusent à s'associer à une telle action de solidarité.

Les emprisonnés et ceux qui mènent une lutte active contre la guerre, doivent être assurés de tout notre appui moral et matériel ; notre sollicitude doit aller vers eux comme une reconnaissance pour leur courage. Ils ne doivent pas avoir l'impression qu'ils sont isolés.

A nous toutes d'œuvrer là où nous nous trouvons, pour faire reculer la répression ; tout en ne perdant pas de vue que toute notre action de solidarité en faveur des uns et des autres est une action qui gêne la politique de guerre du Gouvernement et, par conséquent, sert la Paix.

Encore 140 familles à parrainer

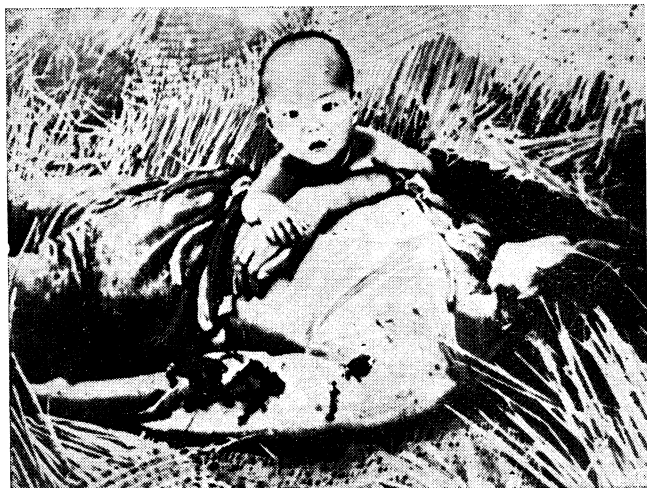
Il nous reste 98 adresses de familles de dockers de Brest, 11 de Marseille, 29 de Cherbourg, 2 de Bordeaux, qui attendent d'être parrainées.

Vite, camarades, des enfants souffrent de la faim, la misère est effroyable dans ces foyers.

Tout de suite, adressez les demandes de parrainage à la Commission Féminine Confédérale qui vous transmettra des adresses, Ecrivez à Olga Tournade, 213, rue Lafayette,

La « Libération des Peuples » méthode américaine...

FEMMES, MAMANS, TRAVAILLEUSES !



Quoi de plus éloquent que cette vision d'épouvante ?

Elle nous rappelle trop bien les années atroces de l'occupation nazie, les pillages, les viols, les crimes monstrueux, toutes les horreurs qui ensanglantèrent la France.

Les hordes nazies et leurs complices français assassinaient et dévastaient notre pays pour le « protéger » des agissements des « terroristes » qui n'étaient autre que le peuple de France tout entier, luttant vaillamment et héroïquement pour chasser l'envahisseur fasciste.

**

... à l'image de...

Mais elle est plus poignante encore par sa terrible actualité. C'est aujourd'hui, c'est tous les jours, que la Corée martyre connaît les horreurs de la dévastation et du crime.

« Les hordes terroristes de la Corée du Nord » que l'envahisseur américain veut détruire aujourd'hui, ce sont nos petits gars des maquis d'hier qui, avec courage, luttent pour la Libération de leur Pays.

Et les « libérateurs américains » ne se comportent pas autrement que les criminels nazis qui incendièrent Oradour.. Leurs crimes n'ont rien à envier à ceux de leurs prédécesseurs.

Femmes travailleuses, mamans travailleuses de France, devons-nous rester insensibles devant les horreurs que nous avons connues et dont nous avons tant souffert ?

Devons-nous rester insensibles devant ces petits corps de bébés mutilés, sauvagement assassinés par les « libérateurs à la civilisation occidentale » ?

Devons-nous rester insensibles devant ces petits bébés coréens qui, avec une expression hagarde, s'accrochent éperduement au cadavre d'une maman, appelant le sourire et la caresse qu'ils avaient tant et qu'ils ne verront jamais plus ?

Non ! Toutes unies, nous devons crier bien haut : « Plus de crimes honteux ! Le peuple coréen veut vivre, les mamans coréennes veulent chérir leurs petits, la Corée doit être rendue à son peuple ».

Nous devons porter à la connaissance de toutes les travailleuses ces crimes honteux.

Dans de larges assemblées, nous leur démontrerons comment se traduit « l'aide américaine aux peuples ». Nous les appellerons à signer en masse des protestations où elles diront aussi qu'elles ne veulent plus que les enfants de France soient envoyés au Viet-Nam où ils tombent pour défendre les intérêts des Capitalistes américains, qui viennent d'envoyer une escadrille aérienne continuer au Viet-Nam l'horrible massacre commis en Corée.

Il faut faire entendre notre voix ; nos protestations doivent inonder l'O. N. U., l'Ambassade américaine, notre Gouvernement, qui s'associe à ces crimes en envoyant là-bas un contingent français.

Les larmes de sang que versent les mamans martyres de Corée doivent imprimer dans le cœur de toutes les femmes travailleuses, de toutes les mamans de France, une ferme résolution : Arrêter le bras criminel.

... la « Libération des Peuples » méthode nazie

LES OUVRIÈRES AGRICOLES ET LEUR XII^e CONGRÈS

La Fédération de l'Agriculture tiendra son XII^e Congrès du 10 au 12 novembre prochain, à Béziers.

Celui-ci va revêtir une grande importance pour la main-d'œuvre féminine agricole.

Cette année, les femmes ont pris une part très large aux luttes engagées par les ouvriers agricoles pour leurs revendications, et à la lutte pour la paix. Dans la plupart des cas, c'est une véritable action de masse que les travailleuses ont mené dans les villages ; et pourtant nous éprouvons de grandes difficultés pour les organiser.

Il est vrai que la main-d'œuvre féminine subit dans nos villages une très dure exploitation, due au chômage.

L'emploi de machines perfectionnées, l'abandon par les gros terriens de la culture soignée, sont deux des principaux facteurs de l'élimination des femmes de leur emploi de permanentes. Elles sont maintenant occupées seulement en période de pointe et aux travaux très durs : binage des betteraves et arrachage ; relèvement des gerbes pendant la moisson ; les vendanges, etc... ; très mal rétribuées puisqu'elles subissent, dans la majorité des cas, 20 % d'abattement sur les salaires masculins, bien souvent pour les mêmes travaux.

Il y a une catégorie de femmes qui restent des permanentes : ce sont les bonnes de ferme, durement exploitées, astreintes à faire 13 et 14 heures de travail, non protégées par la loi des 2.400 heures dont le législateur les a exclues.

Pour toutes, il existe l'infériorisation sociale, et l'escelavage du logement accessoire au contrat de travail.

Jusqu'ici, les revendications des femmes étaient les suivantes :

— entre autres : la suppression de l'abattement de 20 % en matière de salaire ;

— l'application de 10 % des non-permanentes ;

— la possibilité pour les femmes qui veulent travailler de se faire inscrire au Bureau de la Main-d'Œuvre, afin de leur permettre de bénéficier de l'allocation de chômage, et de ne pas perdre le bénéfice des prestations sociales : allocations familiales, maladie, etc... ;

— application intégrale des 2.400 heures avec repos hebdomadaire aux bonnes de ferme ;

— généralisation de la semaine anglaise pour toutes les travailleuses ;

Et beaucoup d'autres revendications qu'il serait trop long d'énumérer.

Nous avons prévu, à notre congrès, une très large représentation des femmes, en particulier dans le Midi viticole, où les délégations sont déjà désignées, co-grès où elles poseront toutes leurs revendications.

Pour réaliser ce programme, l'aide des syndicats, des Unions Départementales, des commissions féminines et des responsables femmes, nous est indispensable.

Les ouvrières agricoles ont, elles, un grand rôle à jouer, et ne doivent pas attendre, pour établir leur cahier de revendications, puis exiger qu'il soit discuté dans les syndicats immédiatement.

Elles doivent, elles-mêmes, désigner leurs déléguées, et les faire ratifier par les assemblées syndicales.

Les femmes qui ont largement participé à la lutte revendicative ne doivent pas ignorer que celle-ci est liée à la lutte pour la paix, et que l'avenir sera ce qu'elles le feront.

Catherine ROUSSE,

Fédération des Travailleurs de l'Agriculture

Réduire le nombre de bouches à nourrir

ÉCRIT UN AMÉRICAIN

« Hélas ! Malgré la guerre, les massacres causés par les Allemands et la pénurie de produits alimentaires, la population européenne, la Russie exceptée, s'est accrue de 11 millions d'âmes entre 1936 et 1946.

« Notre population est trop nombreuse, nous ne parviendrons jamais à nourrir tant de monde.

« La stabilisation de la natalité européenne et ultérieurement la répression de cette natalité, contribueraient plus sûrement qu'aucune autre mesure à la paix dans le monde.

« Il faut que nous réglions nos besoins en fonction des possibilités existantes, soit en nous contentant d'un niveau de vie individuel moins élevé, SOIT EN REDUISANT LE NOMBRE DE BOUCHES A NOURRIR.

« La plus terrible tragédie qui puisse actuellement arriver à la Chine, c'est la baisse du taux de mortalité.

« Un des grands avantages et même le plus grand avantage du Chili, c'est son taux élevé de mortalité.

« Les Grecs comprenaient le danger continu du surpeuplement et luttèrent contre lui par l'encouragement à la prostitution, aux infanticides, à l'émigration et à la colonisation.

« Les médecins portent la responsabilité du prolongement de la vie de millions de misérables.

« Nos sommes en position de marchander. Toute aide que nous accorderons devrait être liée à des programmes tendant à une stabilisation de la population par une action volontaire des peuples. Nous devrions insister sur la liberté

des moyens anticonceptionnels comme nous insistons sur la liberté de la presse. »

NOTE. — Extrait du Livre « La Faim du Monde », de William VOGT, paru en 1949 à très gros tirage en Amérique.

Le journal « La France Catholique » du 7 octobre 1949, dans un article intitulé : « L'Offensive Malthusienne aux U.S.A. et en France » condamnait très vivement les théories démoralisantes exposées par VOGT, ainsi que leur diffusion en France.

Suppression des abattements de zone

Le décret ministériel du 23 août a rétabli les injustes abattements de zone pour lesquels la suppression avait été prévue, cependant que les denrées coûtent aussi cher à acheter dans les petites et grandes villes, quand elles ne sont pas plus élevées. Exemple : le pain.

Pour acheter une paire de chaussures à Paris, il faut travailler de 40 à 45 heures. Pour acheter la même paire de chaussures en province, il faut travailler 55 heures, soit 10 heures de plus.

Demandez aux maires, aux préfets, aux conseillers généraux qu'ils interviennent contre le zonage qui réduit les salaires et les allocations familiales.

Exigez des patrons, que les nouveaux salaires des Conventions Collectives soient établis sans abattement de zone.

Harcelez les parlementaires pour qu'ils réclament le vote d'une loi supprimant les abattements de zone.

les Travailleuses des P. T. T. nous montrent le chemin

Quand nous demandons aux Secrétaires de Syndicats ou de Sections Syndicales, de constituer dans les entreprises, avec les femmes en particulier, des Comités de lutte contre la misère et la guerre, nos camarades nous regardent d'un air accablé et se demandent bien sincèrement comment ils vont faire pour réaliser ce qu'ils considèrent comme une nouvelle tâche.

Et cependant, quoi de plus simple ? Les femmes du Central P.T.T. Anjou, nous en ont fait l'autre jour la démonstration.

Nous discutons avec elles de leurs revendications : la catégorie représentée était parmi les plus défavorisées : celles qui ont touché 50 à 100 francs par mois au reclassement !

Comme elles écoutaient avec attention les explications sur les propositions de la C.G.T. concernant le minimum vital à 19.000 francs, puis l'accord, dans un souci d'unité, avec C.F.T.C. et F.O. sur les 17.500 francs !

« Et le Gouvernement qui ose imposer 13.494 francs par mois ; et encore ! les fonctionnaires en sont exclus !

Naturellement, s'ils dépensent un peu moins d'argent pour la guerre, ils pourraient nous donner de quoi manger !

Et les impôts qu'il faut payer avant le 15 novembre, jamais on ne pourra !

« Si encore cela servait à faire des logements et des écoles ; mais pas du tout : c'est pour payer les 18 mois, des canons et le reste ! » Comme tout est clair dans l'esprit de ces femmes qui sont aux prises chaque jour avec difficultés. C'est tout « lié » pour elles : les traitements de misère, la vie chère, les impôts, les 18 mois, la guerre, la répression contre ceux qui luttent contre cela, ce n'est qu'un problème.

Et alors, leur disons-nous : « allons-nous les laisser recommencer, installer la misère dans nos foyers, en attendant une nouvelle tuerie ? » Beaucoup d'entre elles sont veuves de guerre, elles blémissent à la pensée d'un conflit qui serait tellement effroyable.

Et à notre proposition de former tout de suite un Comité de lutte contre la misère et la guerre, elles souscrivent d'enthousiasme.

Une responsable est nommée, des pétitions pour les 17.500 francs, contre la vie chère, les impôts, les 18 mois, sont distribuées séance tenante. Elles seront signées deux jours plus tard par tout le service et une délégation ira les porter

Journées Nationales de protestation

DES 4 ET 5 NOVEMBRE

Alors que nous aurions besoin de 50.000 nouvelles classes primaires, de 3.000 centres d'apprentissage, de nombreux lycées et collèges pour recevoir nos enfants, le Gouvernement réduit les crédits de l'Education Nationale, supprimant 811 postes dans l'Enseignement technique, et fait subir aux maigres crédits prévus pour les constructions scolaires un abattement de 1 milliard 847 millions.

Il est clair qu'il est impossible de trouver à la fois les 2.000 milliards pour la guerre exigés par les impérialistes américains pour les trois prochaines années, et les 200 milliards pour la poursuite de la sale guerre du Viet-Nam, en même temps que des crédits pour la reconstruction, pour l'enseignement, pour la vie.

Mais cette politique se heurte à l'opposition unanime de tout notre peuple. Cette opposition, elle devra se manifester largement à l'occasion des grandes Journées de protestation des 4 et 5 novembre, par les délégations aux élus, aux pouvoirs publics, par la signature de milliers de listes de pétitions qui réclameront le retrait de ces décrets scandaleux et le vote du projet de loi Thamier, indiquant qu'aucune réduction ne doit être opérée sur les crédits de l'éducation nationale.

Avec les enseignants, avec les jeunes, nous serons là pour faire un grand succès des Journées Nationales de protestation.

Contre la misère et la guerre

à l'Assemblée Nationale, ainsi qu'une résolution protestant contre la condamnation d'Henri Martin.

Et nos vaillantes camarades n'ont pas manqué d'élire quatre déléguées aux Assises de la Paix.

Deux d'entre elles sont venues nous trouver depuis pour nous dire que leurs maris étaient ennuyés de les laisser aller seules, et demandaient s'ils ne pourraient accompagner leurs femmes.

Nous avons cru pouvoir nous engager, au nom des organisateurs des Assises, et indiquer que les maris entreraient.

Quelle force vont représenter tous ces braves et honnêtes français qui auront assisté à ces débats larges et passionnants et qui en parleront autour d'eux.

Nos amies d'Anjou savent que ce n'est là que le début de leur lutte, qu'il va falloir harceler les Pouvoirs Publics, l'Assemblée Nationale, le Gouvernement, pour faire entendre la volonté des travailleuses qui par surcroît sont des Femmes et des Mères.

Elles savent aussi qu'elles doivent entraîner dans l'action toujours davantage de femmes ; elles se sont engagées à expliquer, à convaincre.

Si j'indique qu'à Anjou, il n'y a pas de Comité de la Paix, qu'aucune action n'avait été entreprise pour les élections aux Assises, les camarades comprendront quelle aide précieuse de tels Comités de femmes contre la misère et la guerre, peuvent leur apporter.

La manière ? Je l'ai dite : une conversation simple, amicale, pas de grands discours, laisser parler les femmes, leur montrer la voie, leur cœur et leur bon sens feront le reste.

Madeleine COLIN.

Pensons à la diffusion de la presse parmi les Travailleuses

Elise Quetier, ouvrière du Textile de Roanne, nous écrit : « J'ai 55 ans, je suis ourdisseuse dans une entreprise de serviettes éponges, gants de toilette, etc... Je consacre mes quelques heures de loisir à vendre « La Vie Ouvrière » et le « Journal des Femmes Françaises »...

Quel exemple, chères camarades, que cette compréhension de l'importance de la diffusion de la presse démocratique parmi les femmes travailleuses. Quelle leçon nous donne cette ouvrière harassée par toute une vie de dur labeur, mais qui sacrifie tous ses instants de loisirs pour faire connaître la presse syndicale, et surtout le magnifique journal « Femmes Françaises » auprès de ses compagnes de travail. Elle sait quel mal peut faire autour d'elle tous ces magazines avilissants, qui poussent à la paresse, à la résignation, qui veulent faire croire à la fatalité de la guerre. Mais notre camarade, elle, a confiance dans la volonté de lutte des travailleuses, elle a confiance dans la puissance des forces de paix et elle en a donné la preuve en collectant 1.000 signatures au bas de l'Appel de Stockholm. Elle a compris que la presse démocratique doit pénétrer partout et que c'est facile ; il suffit de la faire connaître aux travailleuses. Dans chaque entreprise, qu'une camarade soit responsable de la diffusion de « Femmes Françaises », qu'une jeune fille soit responsable de la diffusion de « Filles de France ». Nommez des correspondantes qui se mettront en relation avec ces journaux pour leur envoyer des informations, des articles. Faisons un effort toujours plus grand pour diffuser « Le Peuple » et sa double page mensuelle réservée aux femmes.

Nos camarades de l'U.D. de l'Orne, qui écrivent pour demander de supprimer totalement l'envoi des 20 exemplaires mensuels qu'ils recevaient, ont-ils vraiment songé à ces centaines et ces centaines de femmes travailleuses groupées dans le Textile de Flers, dans les Métaux de Laigle ; ont-ils pensé à l'aide que peut leur apporter la presse pour donner des explications, des perspectives à ces femmes ; ont-ils fait un effort suffisant pour diffuser parmi elles la presse syndicale, la presse démocratique ? Voilà, n'est-il pas vrai, camarades, un moyen d'éclairer les travailleuses, de les entraîner à la lutte, de trouver des militantes et des cadres dévoués, courageux, qui les aideront dans leur travail, comme le montre le magnifique exemple de notre camarade Elise Quetier, de Roanne.